

Ce que vous coûtera la réforme Raffarin-Fillon

*Courage, la pente
est raide*



Vous êtes salarié, avec des revenus moyens ou faibles

■ Vous voyez s'éloigner votre retraite qui s'appauvrit. En plus, vous serez confrontés à un choix douloureux : travailler plus longtemps ou confier votre retraite à votre banquier avec le coût et les risques des marchés boursiers.

Vous êtes au SMIC

■ Vous avez passé votre carrière au SMIC, le gouvernement vous promet une retraite à 85%. Méfiez-vous, il ne pourra pas tenir sa promesse car il ne peut décider que de la retraite de base. Le complément dépendant du MEDEF.

Vous êtes jeune

■ Vous travaillerez plus longtemps et plus vieux que vos parents. Vous devrez les soutenir lorsqu'ils seront dépendants et vous aurez une retraite plus maigre que la leur. C'est ce que le gouvernement appelle un progrès. Pour nous c'est une régression sociale violente !

Vous êtes une femme, salariée à temps partiel ou à bas salaire (et bien souvent les trois à la fois).

■ La réforme exige davantage d'années de travail alors que 60% des femmes n'ont pas aujourd'hui de carrière complète. Les femmes représentent 83% des retraités au minimum vieillesse. Il vous faudra travailler encore davantage, avant ou pendant la retraite, ou les deux à la fois.

Vous êtes au chômage

■ Vous aurez encore plus de difficultés à en sortir. La réforme encourage un surcroît d'épargne, ce qui freine la consommation et l'emploi. Elle allonge la durée du travail, ce qui va aggraver le chômage. Aucune mesure n'est prévue pour améliorer les droits à la retraite des précaires et des chômeurs : vous êtes les grands oubliés de la réforme.

Vous êtes retraité aujourd'hui

■ Votre pouvoir d'achat continuera à décrocher de la croissance : c'est désormais le cas pour tous les retraités. Par rapport à la moyenne des salaires, votre pension perdra environ 20% en 10 ans, 40% en 20 ans.

Vous êtes cadre dirigeant ou chef d'entreprise

■ Le projet gouvernemental favorise l'accumulation de patrimoine et prévoit de nouveaux avantages fiscaux pour votre épargne. En poussant les salariés à épargner davantage, la retraite favorise l'afflux d'argent frais sur les marchés financiers. C'est bon pour vos actions !

■ Si vous êtes chef d'entreprise, le projet gouvernemental vous donne en plus la possibilité d'embaucher à peine un an après son départ à la retraite un ancien employé. Les retraités vont voir leur pension baisser, il s'en trouvera bien qui auront besoin de compléter leur maigre retraite. Tout est pensé pour vous !

**PRES DE 70% DES FRANÇAIS SONT FAVORABLES A
UNE REOUVERTURE DES NEGOCIATIONS.
LE GOUVERNEMENT S'Y REFUSE.**

**MOBILISONS-NOUS POUR SAUVER NOS RETRAITES
ET TOUS LES DROITS SOCIAUX !**

Une réforme qui met en péril nos retraites

Ce que le gouvernement ne vous a pas dit sur le projet de loi



Le projet de réforme des régimes de retraite nous est imposé **sans consultation, ni débat**.

Il résulte d'un **choix partisan et injuste : faire subir aux salariés** la totalité de l'effort !

Il met en péril nos retraites, aggrave la situation de l'emploi, réduit le niveau de vie et appauvrit les plus démunis. Il obligera les salariés à recourir aux **fonds de pension** pour le plus grand profit des banques et des assurances.

La réforme, pour qui ?

La réforme Raffarin-Fillon vise tous les salariés et les travailleurs indépendants. Leur pension baissera de 20 à 30%.

Pour préserver leur retraite ils devront **acheter des produits d'épargne retraite** (des fonds de pension par ex.). Un énorme marché de **174 milliards d'Euros**, soit 1/8^{ème} du revenu national, s'ouvre **aux banques et assurances**. Ce sont les véritables bénéficiaires de la réforme qui feront passer les frais de gestion des retraites d'un pourcentage infime à quelque 20%.

La réforme, pourquoi ?

■ Suivant les recommandations des organisations internationales non élues (Banque mondiale, FMI, OCDE) le gouvernement a décidé, contre l'intérêt de la population, d'**allonger la durée de cotisation** et de **réduire le pouvoir d'achat** ! C'est une remise en cause déguisée de la retraite par répartition et du contrat social entre générations.

■ Certes, comme l'affirme le gouvernement, la **structure de la population** évolue, mais **ce n'est ni nouveau, ni dramatique**. Le gouvernement a choisi des **chiffres grossiers** pour **nous effrayer** et faire admettre une réforme **dans l'urgence et sans négociation**. Qu'en est-il en réalité ?

Depuis 1960, **4 personnes en emploi font vivre 10 personnes** (en emploi, retraités, chômeurs, inactifs).

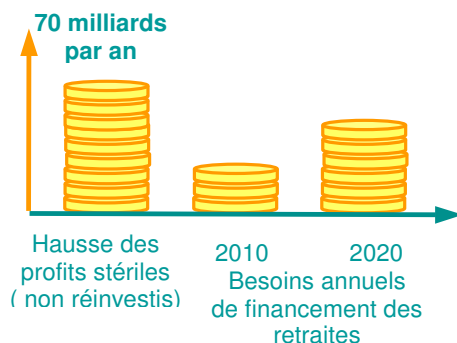
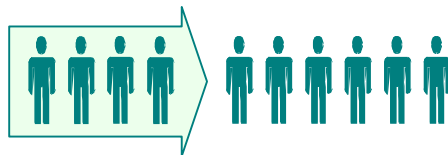
Le prétendu **conflit de génération n'existe donc pas** : actifs ou inactifs, jeunes ou vieux, tous peuvent profiter de la **croissance du revenu national**.

Depuis 20 ans, la part des salaires a diminué au seul bénéfice des profits spéculatifs non réinvestis. Cet argent enrichit les grands actionnaires et pénalise l'emploi.

Si le partage salaires-profits de 1982 avait été maintenu, les salariés gagneraient **chaque année 70 milliards d'Euros** de plus.

C'est bien davantage que le besoin de financement des retraites pour 2010 ou même pour 2020.

1960, 1980, 2000, 2020
toujours 4 actifs pour 6 inactifs



Une alternative est possible !

Pour **maintenir et consolider le système de retraite par répartition** nous proposons de respecter deux objectifs majeurs :

- Droit à la retraite à 60 ans à taux plein : **maintien du taux moyen de remplacement à 75% et pas de retraites au-dessous du SMIC**.
- **Une réforme des retraites au service du plein emploi**.

■ L'emploi, première liberté

L'accès à l'emploi reste la première des libertés pour ceux qui ne vivent que de leur travail. La réforme Raffarin tourne le dos à cette priorité : l'allongement de la durée du travail, c'est moins de travail pour les nouveaux entrants sur le marché (100.000 emplois de moins pour chaque année de plus). La réforme ne peut que renforcer les processus d'exclusion, à l'entrée comme à la sortie de la vie active.

La lutte contre le chômage commande d'**abroger la réforme Balladur** pour revenir, dans un premier temps, aux **37,5 ans pour tous les salariés**.

■ Plus d'équité

L'équité c'est **faire bénéficier tout le monde des fruits de la croissance**. Les retraités y ont droit aussi : c'est grâce à leur travail passé que les jeunes d'aujourd'hui ont pu mieux se former et que l'économie s'est développée.

■ Nos 3 scénarios pour le financement (avec abrogation de la réforme Balladur)

Scénario gai : même partage entre salaires et profits qu'en 1982. Le financement des retraites est assuré pour plus de 50 ans. A cet horizon, le pouvoir d'achat des salaires nets est multiplié par 2,5.

Scénario modéré : 40% des profits non réinvestis retournent aux salariés. Les besoins de financement supplémentaires sont couverts pour 20 ans ; le pouvoir d'achat des salaires augmente de 40% en 20 ans.

Scénario triste : c'est celui de la plupart des rapports officiels. Le partage des revenus reste durablement défavorable aux salariés et ceux-ci supportent l'intégralité des besoins de financement supplémentaires. Le pouvoir d'achat des salaires nets augmente de 30% en 20 ans (contre 10% entre 1980 et 2000).

Contrairement aux projets Balladur-Raffarin-Fillon, le **pouvoir d'achat** des pensions doit être basé sur la croissance et non sur les prix.

■ Plus de justice sociale

Le projet du gouvernement accroît l'inégalité en allongeant la durée de cotisation de 40 à 42 ans. Il retire **2 ans** de retraite à tous. Cela est d'autant plus injuste pour ceux qui ont une plus faible espérance de vie à la retraite.

Plus de justice, c'est compenser les multiples inégalités dont souffrent les salariés les plus vulnérables :

- **Validation complète des périodes de précarité et de chômage** pour le calcul des droits à la retraite.
- Prise en compte de la **pénibilité du travail** pour le calcul de la durée de cotisation.
- **Aucune retraite inférieure au SMIC**.